

22 mars : le rejet

Les discours lénifiants, les paroles rassurantes, le brouillage généralisé du dimanche soir à la télévision n'y changeront rien : ce 22 mars 2015, un cap a été franchi.

Un cap a été franchi dans l'expression d'un rejet général qui ne s'est laissé détourner par aucun chantage, aucune menace. Un rejet qui s'est exprimé dans l'abstention massive, tout particulièrement dans les cités ouvrières, dépassant les 70 % et même 80 % dans certains quartiers de la banlieue parisienne.

Un cap a été franchi dans la marche à la décomposition d'un Parti socialiste soumis aux exigences des capitalistes et des banquiers. Un Parti socialiste qui parvient à l'exploit de permettre au Front national d'être en tête dans quarante-sept départements ! Un Parti socialiste dont la décomposition s'exprime symboliquement dans sa marginalisation dans le Nord, le Pas-de-Calais et d'autres régions ouvrières.

Un cap a été franchi dans la décomposition et le rejet des institutions antidémocratiques.

Quelle signification peut garder aux yeux du peuple le suffrage universel :

- Quand toutes les politiques des gouvernements successifs sont cadrées par les directives de l'Union européenne ?
- Quand le pacte de responsabilité et les contre-réformes découlent des engagements pris dans les traités européens qui s'attaquent à tous les droits ouvriers et démocratiques ?
- Quand le 49-3 est utilisé pour étouffer toute velléité d'opposition dans l'enceinte parlementaire ?
- Quand le gouvernement, impuissant à imposer le « dialogue social » qui intégrerait les organisations syndicales, persiste cependant à mettre les bouchées doubles dans les contre-réformes et les attaques contre la classe ouvrière et la démocratie ?

Sourds et aveugles à la révolte qui gronde de toute part, les dirigeants des partis institutionnels dissertent sur « l'apparition du tripartisme », sur la montée « contenue » du Front national, sur les « dégâts limités »... En réalité, l'écart n'a jamais été aussi grand entre ceux qui, « en haut », malgré ce rejet sans précédent, veulent continuer à gouverner comme avant et ceux qui, « en bas », n'en peuvent plus !

Le pays est gros des plus grands bouleversements. Ce qui ne peut plus s'exprimer sur le terrain électoral cherchera inévitablement à se résoudre sur un autre plan. Il faudra bien que disparaisse la chape de plomb de l'Union européenne et de la V^e République, la chape de plomb de toutes les institutions qui, quelle que soit la couleur politique du gouvernement, imposent les diktats des capitalistes et des banquiers.

Seule la classe ouvrière se mobilisant sur son propre terrain, avec ses organisations, et entraînant avec elle l'immense majorité de la population, les jeunes, les chômeurs, les travailleurs des campagnes, a la capacité d'ouvrir la voie à la rupture radicale à laquelle le peuple aspire. Seule, elle a la capacité de bloquer la marche à la destruction et de rétablir immédiatement comme priorités l'emploi pour tous, la garantie des salaires, des revenus, des pensions, etc. C'est toute l'importance de la grève interprofessionnelle et de l'appel à manifester le 9 avril contre le pacte de responsabilité et la loi Macron, lancés par les confédérations syndicales CGT et CGT-FO, avec la FSU et Solidaires.

Paris, le 24 mars 2015
Gérard Schivardi, Jean Markun, Daniel Gluckstein